INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Hydrapharm développe la production de formes sèches

Le groupe privé Hydrapharm, leader de la distribution de produits pharmaceutiques et para-pharmaceutiques, s'engage activement dans la production de médicaments sous formes sèches, notamment en contractant un partenariat de fabrication avec le label international Ipsen Pharma.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Leader dans la distribution de produits pharmaceutiques et para-pharmaceutiques en Algérie, le groupe privé Hydrapharm signera mercredi 23 février un contrat de partenariat industriel avec le label Ipsen Pharma, spécialiste mondial du traitement des maladies invalidantes.

Objet de ce contrat, la fabrication de médicaments Ipsen, sous formes sèches, au niveau de l'unité de production de Khemis Miliana (Aïn Defla), relevant du groupe Hydrapharm. Il s'agira de la production intégrée de 2,5 à 3 millions de boîtes de diosmectite Smecta (médicament antidiarrhéique) importées annuellement par l'Algérie. Ce contrat, qui sera opérationnel immédiatement en 2013, vise ainsi à couvrir la demande nationale en diosmectite, en substitution à l'importation.

Il s'inscrit concrètement dans le cadre de la stratégie déployée par Hydrapharm et visant à passer au stade de la production de médicaments après plus d'une décade d'activités liées à la distribution-répartition et depuis 2006 à l'importation. Dans ce cadre, l'opérateur pharmaceutique algérien lance sur fonds propres, au niveau de l'unité de Khemis Miliana, la première phase (2013-2014) d'un programme d'investissements visant à satisfaire les besoins nationaux en médicaments sous forme sèche (princeps) et répondant aux exigences réglementaires en vigueur et aux normes internationales. D'un coût de 2,3 milliards de dinars et devant générer la création de 180 emplois directs, cette première phase porte sur le lancement d'une première ligne de production d'une capacité installée effective de 11 millions de boîtes, sur 2 500 m². Quatre lignes de fabrication sont déjà prévues durant cette première phase, en full process et sans conditionnement. Une seconde phase et d'autres engagements financiers sont prévus dès 2014 sur 2 000 m² additionnels, ainsi que des extensions sont projetées dès 2015 sur une surface de 13 000 m².

Photo : DR

Hydrapharm produira 3 millions de boîtes de diosmectite Smecta.

Outre les produits Ipsen, les produits d'autres labels notamment étrangers sont projetés dans le cadre de partenariats en cours de discussion, parfois très avancée. Ainsi, Hydrapharm s'implique concrètement dans le développement d'une industrie de production locale, conformément aux desiderata des pouvoirs publics.

Lancé dès 1996, le groupe Hydrapharm est structuré actuellement en huit filiales, métiers, dispose d'un effectif de 1 400 collaborateurs et compte quatre unités régionales. Comptant dans son portefeuille plus de 3 000 officines notamment, Hydrapharm affiche actuellement des résultats positifs et détient une position leader du marché de la distribution.

C. B.

GRANDE EXPOSITION DU SECTEUR AGRICOLE

La sécurité alimentaire en ligne de mire

Pour la grande exposition du secteur de l'agriculture et du développement rural organisée à la Safex à partir de demain, le ministère a mis les bouchées doubles en mettant sur pied un programme original de stands qui reproduit fidèlement en grandeur nature les caractéristiques du milieu rural. Rachid Benaïssa, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, a assuré, hier, que la sécurité alimentaire figurait parmi les objectifs de la nouvelle vision du secteur agricole.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Rachid Benaïssa, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, en visite hier à l'exposition, a déclaré, qu'il y a, actuellement, une dynamique dans le secteur qui doit être maintenue pour les prochaines années. Le rythme doit aussi être maintenu pour les cinquante prochaines années, selon Rachid Benaïssa. «Nous avons fait appel à tous les secteurs en vue d'organiser des visites guidées pour faire connaître le secteur, ses réalisations et ses projets. Il s'agit aussi des jeunes ainsi que pour les écoles de formation. Nous appelons aussi tous les opérateurs à participer à cette dynamique. A cet effet, nous souhaitons rassembler tous les intervenants.» Le ministre a aussi annoncé que la disponibilité alimentaire a été multipliée par huit depuis l'indépendance alors que la production agricole a été multipliée par quatre. La grande exposition de l'agriculture et du développement rural se tiendra du 18 au 24 février au Palais des expositions des Pins maritimes. Organisée sur une superficie de 22 000 m2 et placée sous le slogan «l'agriculture et le rural : hier, aujourd'hui et demain», la manifestation se veut un espace où seront représentées les réalisations de l'Algérie dans les domaines de «l'alimentation», «le monde rural» et «le savoir et connaissance».

A travers le thème de l'exposition, l'objectif pour le secteur est de tenter de «démontrer le rôle primordial joué par les territoires ruraux durant la guerre de libération mais également l'évolution chronologique de l'agriculture algérienne».

C'est ainsi que l'ensemble des intervenants de toutes les régions du pays et de toutes les filières et segments de production seront associés, selon les organisateurs de la manifestation. Participeront à l'exposition, des entreprises publiques et privées du secteur agricole.

Des conférences-débat seront aussi organisées sur les thèmes liés à la gestion durable des territoires ruraux comme l'alimentation, la sécurité alimentaire, la protection des ressources naturelles et les innovations qui rapportent en production agricole.

Les visiteurs de l'exposition pourront découvrir, par ailleurs, les particularités du monde rural, de la montagne, du Grand-Sud, les territoires montagneux, les forêts, l'habitat rural, le mode de vie des habitants et les produits du terroir en passant par les Hauts-Plateaux.

F.-Z. B.

UNE ENQUÊTE DE L'ONS A SITUÉ LE MAL

C'est pourquoi l'industrie nationale reste moribonde

Les résultats de l'enquête réalisée durant le 3e trimestre 2012 par l'Office national des statistiques (ONS) et répercutés hier par l'APS, font état d'une industrie moribonde, aussi bien dans son secteur public que privé.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Les enquêteurs de l'ONS ont sondé l'opinion de 740 chefs d'entreprises dont 340 publiques et 400 privées. Certes, les voyants ne sont pas tous au rouge mais, l'industrie nationale ne décolle toujours pas de sa crise structurelle. Les industriels algériens ne savent ni acheter, ni vendre, encore moins recruter des compétences !

L'assainissement financier n'a pas soulagé le secteur public

Outre le niveau d'approvisionnement en matières premières qui reste inférieur aux besoins pour près de 40% des chefs d'entreprises publiques— des perturbations marquées par des ruptures de stocks pour 50 % d'entre elles et des arrêts de travail allant jusqu'à 30 jours —, le secteur public pêche par son incapacité à commercialiser sa production. «Près de 90% des industriels publics ont déclaré avoir des stocks de produits fabriqués, situation jugée ''anormale'' par près de 67% d'entre eux.», a-t-on indiqué. Or, «seulement 40% des chefs d'entreprises publiques ont déclaré avoir satisfait toutes les commandes reçues.» et ce, ont-ils avoué, en dépit d'une demande sans cesse croissante.

Sur un autre plan, si le nombre des travailleurs des entreprises publiques a augmenté durant le 3e trimestre de 2012 en raison « de nouvelles capacités de production, de la hausse du volume des commandes et de l'amélioration des conditions de production», cela souligne plutôt une embellie qui ne s'inscrit pas dans la durée car, les industriels publics prévoient une baisse de leurs effectifs.

Le secteur devrait générer moins d'emplois à l'avenir : «60% des entreprises publiques ont connu des pannes d'équipements, dues essentiellement à leur vétusté et à leur sur-utilisation. 70% des chefs de ces entreprises ont déclaré pouvoir produire davantage en renouvelant l'équipement et sans embauche supplémentaire de personnel.».

Les salaires des travailleurs semblent constituer un fardeau pour les managers des entreprises publiques. Ces derniers, jugent que le niveau de qualification reste «insuffisant» et déclarent avoir trouvé des difficultés à recruter, que ce soit du personnel d'encadrement et de maîtrise ou d'exécution. Ils n'ont pas manqué de pester contre les revendications socioprofessionnelles. «Près de 63% des entreprises publiques ont enregistré des arrêts de travail en raison des conflits sociaux, supérieurs à 12 jours pour l'ensemble des concernés.», a-t-on précisé.

Bref, l'assainissement par l'Etat de la situation financière des entreprises publiques n'a pas apporté une amélioration significative sur le plan du management. «30% des gestionnaires du secteur public ont jugé ''mauvaise'' la trésorerie de leurs entreprises. 29 % ont trouvé des difficultés à contracter des crédits. L'allongement des délais de recouvrement des créances, les charges élevées, le remboursement des emprunts et la rigidité des prix continuent d'influer sur la situation de la trésorerie des entreprises.», a-t-on noté.

Le secteur privé plus dynamique

Contrairement au secteur public, l'activité industrielle dans le secteur privé a fait preuve de plus de dynamisme et a enregistré une tendance haussière durant le deuxième semestre de 2012. «89% des privés ont jugé ''bonne'' la trésorerie de leurs entreprises.».

Le secteur ne souffre pas de perturbations quant aux approvisionnements en matières premières dont le niveau reste supérieur aux besoins exprimés selon près de 88% des industriels privés, mais de bien d'autres problèmes.

De même qu'il ne trouve pas de difficultés liées au financement : «Seulement 7% du potentiel de production du secteur privé ont eu recours à des crédits bancaires et à peine 3% ont trouvé des difficultés à les obtenir». Les privés se plaignent surtout des pannes électriques récurrentes. Des pannes qui ont provoqué des arrêts du travail, allant jusqu'à 12 jours, dans 97 % des entreprises ayant fait partie de l'échantillon de l'enquête.

L'enquête révèle néanmoins que les sociétés privées investissent moins que les entreprises publiques dans le renouvellement des équipements : «74% des PME privées ont connu des pannes d'équipements, dues essentiellement à leur vétusté et à leur sur-utilisation.».

Ils sont également peu enclins à embaucher, «la quasi-totalité des privés pensent que l'embauche d'un personnel supplémentaire ne signifie pas pouvoir produire davantage.». Tout comme pour le secteur public, ils jugent le niveau de qualification «insuffisant» et parlent de difficultés à recruter des personnels.

L'autre point commun avec le secteur public est leur incapacité à placer leurs produits sur le marché.

«Plus de 93% du secteur privé ont déclaré avoir satisfait toutes les commandes reçues, même si la demande reste de moindre ampleur que pour les entreprises publiques. Près de 96% des privés ont déclaré avoir des stocks de produits fabriqués, situation jugée "anormale" par près de 76% des entreprises enquêtées.».

L. H.